



**REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA**  
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana  
**MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES**

**Intervention de SEM Rivo RAKOTOVAO, Président ad intérim  
de la République de Madagascar  
dans le cadre du débat général de la 73<sup>ème</sup> session ordinaire de  
l'Assemblée Générale des Nations Unies**

-----

**Thème :**

**« Faire de l'Organisation des Nations Unies une organisation pour tous : une force mondiale fondée sur des responsabilités partagées, au service de sociétés pacifiques, équitables et durables »**

**New York, 27 septembre 2018**

**Madame la Présidente de l'Assemblée Générale,**

**Monsieur le Secrétaire Général,**

**Majestés, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de  
Gouvernement,**

**Mesdames et Messieurs Les Chefs de Délégation**

**Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Si j'ai le privilège et l'honneur de parler aujourd'hui au nom du Peuple malagasy, devant cette auguste Assemblée, c'est parce que Madagascar est passé par une période témoin d'un fait démocratique d'exception qui a d'ailleurs été vivement salué par bon nombre d'observateurs et vu comme "une véritable avancée démocratique", pour reprendre les termes utilisés à cette occasion. J'y reviendrai plus tard.

2

**Madame la Présidente,**

Je vous adresse mes sincères félicitations pour votre élection. Je suis confiant que votre détermination imprimera un nouvel élan dans l'effort collectif auquel nous avons tous souscrit pour consolider notre Organisation, afin de la rendre encore plus crédible et plus proche de nos peuples avec des impacts réels dans leur quotidien car telle est sa vocation.

Nous avons entendu également votre appel et celui du Secrétaire Général pour le renforcement du multilatéralisme et de la coopération internationale dans un contexte difficile de fragmentation, de polarisation et de repli sur soi. Soyez assurée que Madagascar vous soutiendra activement tout au long de votre mandat.

**Madame La Présidente,**

Fortement attaché aux valeurs d'unité, de fraternité et de paix prônées par les Nations Unies, Madagascar entend à l'instar de chacun d'entre nous ici qui nous efforçons d'œuvrer pour le bien-être de nos peuples, d'apporter sa contribution à la plus représentative et la plus démocratique plateforme d'échanges à l'échelle mondiale que constitue l'Assemblée Générale des Nations Unies.

3

Tous les orateurs qui se sont succédé à cette tribune se sont accordés à souligner les transformations enregistrées dans le monde et qui sont caractérisées par la multipolarisation, une mondialisation économique qui s'impose à côté d'une informatisation effrénée de la société et d'une diversité culturelle à foison. Beaucoup de progrès ont été réalisés mais notre monde souffre comme l'a encore souligné notre Secrétaire Général d'un déficit de confiance, de remise en question et d'un sentiment très présent d'insécurité, sentiments exacerbés par les inégalités de développement, la multiplication de défis planétaires non encore maîtrisés comme le changement

climatique, le terrorisme, sans oublier l'acuité inique de la pauvreté et des maladies... Nous sommes tous témoins des crises humanitaires engendrées par les conflits touchant des millions de personnes, pour ne citer que les crises migratoires, les attaques terroristes ou les menaces à la sécurité au niveau de certaines régions.

**Madame la Présidente,**

Le thème retenu lors de cette session nous place au cœur des grandes problématiques qui animent le monde actuel. Il nous interpelle sur le rôle de notre Organisation confrontée aux dérèglements qui mettent à mal nos sociétés d'aujourd'hui. Le défi du développement durable et l'ambitieux Programme 2030 nécessitent une Organisation forte et efficace suscitant l'engagement de tous les Etats membres.

4

Le monde change et évolue. Il exige que notre Organisation s'y adapte pour apporter davantage de cohérence dans ses approches et ses réponses.

La réalisation des Objectifs du Développement Durable est un chemin assuré non seulement pour asseoir le développement mais aussi pour lutter contre les inégalités et garantir les droits humains en vue de la promotion de l'inclusion sociale, condition sine qua none d'une paix durable.

Ce développement durable auquel nous aspirons nous renvoie inexorablement à la préservation de l'environnement qui doit

constituer une priorité si l'on aspire à éliminer de façon plus effective la pauvreté extrême et à veiller à la durabilité et à la viabilité de notre planète.

Dans ce cadre, je salue l'initiative du Secrétaire Général de convoquer l'année prochaine un sommet sur le changement climatique et je forme ainsi le vœu pour qu'une attention particulière soit accordée aux pays en développement, plus particulièrement aux pays les moins avancés ainsi qu'aux petits Etats insulaires, afin que ceux-ci puissent adapter leur processus de développement économique aux aléas de l'environnement.

**Madame La Présidente,**

A l'époque où nous vivons, les plaidoyers en faveur des femmes et des filles ne sauraient être omis. Nous ne pouvons nous détourner des conditions déplorables dans lesquelles vivent de nombreuses femmes dans le monde, sans compter les violences sous toutes leurs formes, perpétrées au nom du genre. Les filles et les femmes demeurent la centralité du devenir de l'humanité.

Aussi y a-t-il lieu de condamner d'une seule voix les injustices, l'esclavage moderne, le trafic d'êtres humains ainsi que les pires formes de travail des enfants qui touchent notamment les femmes et les filles. Donnons-nous les moyens d'améliorer le sort de l'humanité en veillant sur nos mères, nos sœurs et filles, envers lesquelles nous devons concéder un partage équitable des responsabilités.

Il est tout aussi primordial d'agir dans le domaine de la santé dans le monde, lequel a une incidence sur l'atteinte des Objectifs du Développement Durable, notamment en Afrique.

Madagascar peut en témoigner. Les obstacles ont été nombreux et difficiles pour ne citer que l'amélioration de l'accès aux traitements, aux médicaments, ou encore l'obtention d'engagement spécifique de toutes les communautés, notamment en matière de prévention et d'investissement. Mais à force de persévérer et avec l'appui des partenaires, un système de Couverture Sanitaire Universelle a pu être mis en œuvre. Avec le soutien de toute la famille des Nations Unies, Madagascar a été cette année déclaré exempt de poliomyélite.

6

**Madame La Présidente,**

L'Agenda 2030 constitue un programme multisectoriel visant un développement inclusif, équitable et durable qui ne doit exclure aucune frange de la population. Cependant un tel programme restera lettre morte si l'on n'y accorde pas les moyens institutionnels et financiers nécessaires pour en concrétiser les résultats.

A cet égard, Madagascar appuie pleinement les réformes engagées par le Secrétariat Général. Ces réformes sont certes très ambitieuses mais nous comptons sur une implication agissante des Etats membres dans leur mise en œuvre.

Concernant la résolution destinée à « Repositionner le système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies », Madagascar se félicite du consensus qui a abouti à son adoption au mois de mai dernier et se réjouit aussi des réformes engagées au niveau des équipes pays et du rôle des Coordonnateurs Résidents du Système des Nations Unies. Ladite résolution indique la voie à suivre pour que, en pleine consultation et d'un commun accord avec les gouvernements, le système s'aligne plus rapidement sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ceci assurera une meilleure prise en compte des réalités, des besoins et des priorités des Etats membres pour que la mise en œuvre du Programme 2030 profite véritablement aux populations.

7

Dans ce cadre, les accélérateurs du processus de développement de Madagascar pour l'atteinte des ODD ont été identifiés après la Mission MAPS (Mainstreaming, Acceleration and Policy Support) fin avril dernier. Le troisième recensement général de la population et de l'habitat vient également d'être bouclé grâce au soutien du Système des Nations Unies et d'autres partenaires comme l'Union Européenne. Les résultats apporteront un éclairage important en termes de dynamique de population et développement de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des ODD. Ils seront pris en compte lors de

l'élaboration de notre prochain Plan national de Développement pour la période 2020-2024.

**Madame La Présidente,**

Le Système des Nations Unies a pour but ultime de maintenir une paix durable pour le développement dans le monde. De considérables et louables acquis témoignent du chemin parcouru mais force est d'admettre que beaucoup reste à faire, face aux défis persistants et aux aspirations insatisfaites.

Un monde de paix et de prospérité ne peut se construire par l'action isolée d'une seule organisation ou de quelques individus, de quelques communautés ou de groupes d'Etat. Il nécessite la mise en œuvre d'actions convergentes et consensuelles déterminées par les aspirations de chaque partie.

8

Bien que majoritairement reconnue à l'échelle mondiale, l'option de la gouvernance démocratique compte encore parmi les concepts politiques contemporains ne faisant pas toujours l'unanimité parmi les Nations.

Le peuple malagasy, quant à lui, a toujours témoigné un intérêt particulier pour les actions de partenariat en faveur de la sauvegarde des acquis démocratiques. Il a toujours été convaincu que les progrès en matière de démocratie constituent un gage de stabilité indispensable au développement et un préalable à toute coopération internationale.

Faut-il, pour s'en convaincre, rappeler ici cette étape historique que vit actuellement notre pays. Dans sa quête permanente de maturité en matière de démocratie, Madagascar est aujourd'hui à la croisée des chemins.

En effet, notre Constitution a voulu que le mandat présidentiel soit écourté de quelques mois si le Président en exercice se porte candidat à sa propre succession. C'est ainsi que, dans le plus pur esprit républicain, le Président de la République malagasy élu démocratiquement en 2013, Son Excellence Monsieur Hery RAJAONARIMAMPIANINA, a déposé sa démission le 07 septembre dernier, respectant par là un prescrit constitutionnel, certes peu habituel mais voulu ainsi par le peuple malagasy à un moment particulier de son histoire.

9

Pour la première fois, les dispositions constitutionnelles prescrivant le transfert des attributions présidentielles au Président du Sénat ont été mises en œuvre sans autre forme de procès. Ce dernier aura dès lors la charge de garantir la continuité de l'Etat et le fonctionnement régulier des services publics jusqu'à l'avènement d'un nouveau Président de la République élu dont l'investiture est déjà prévue pour le 25 janvier 2019 (si deuxième tour il y a), en veillant notamment à la bonne tenue du processus électoral en cours.

Il importe de relever à ce titre que Madagascar n'est pas dans une phase de transition politique, au sens habituellement prêté lorsque des clivages politiques conduisent à une suspension de

la Constitution. Bien au contraire, pour le cas d'espèce, nous nous sommes simplement soumis à cette expression de la volonté du peuple souverain qu'a transcrit la Constitution. La situation s'inscrit bien dans une continuité de la vie politique nationale, certes marquée par une brève étape prescrite par la loi fondamentale souveraine elle-même.

« Aucune Nation ne naît démocratique » disait le regretté Kofi Annan. La période que nous vivons aujourd'hui dans le pays témoigne en tout cas d'une volonté certaine de consolider les avancées du pays en matière de démocratie.

Parallèlement à cette phase marquante de son apprentissage de la démocratie, apprentissage soutenu par une volonté d'apaisement et de maintenir à tout prix une stabilité politique, depuis ces quatre années, nous avons pu rétablir l'équilibre macro-économique. Les paramètres fondamentaux évoluent positivement. La confiance et les relations se sont rétablies entre les acteurs nationaux et internationaux. Aussi, nous pouvons nous prévaloir d'une croissance économique qui devrait dépasser les 5% cette année, représentant en fait la meilleure performance des dix dernières.

A ce titre, dans le secteur agricole qui touche 80% de la population, nous avons enregistré une augmentation de la production et de la productivité, notamment sur le riz, grâce aux investissements publics et privés dans les infrastructures

hydroagricoles, de la recherche (les semences améliorées et adaptées)

Dans le domaine de l'énergie, Madagascar traverse une période de transition énergétique et nous avons enregistré une nette augmentation en ce qui concerne l'énergie propre et renouvelable, notamment pour les centrales hydroélectriques, les centrales photovoltaïque, pour ne mentionner que ce qui vient d'être remise à la population d'Ambatolampy à Madagascar, et celle d'Ambohipihaonana en juin dernier. Je ne suis pas peu fier de dire que c'est la plus grande centrale de ce type dans l'Océan Indien et parmi les plus grandes en Afrique subsaharienne. Madagascar peut raisonnablement envisager une réduction du coût de l'électricité d'ici 2020 grâce à ce genre de projet, malgré l'augmentation du prix du pétrole sur le marché international.

11

L'exportation a également connu une bonne performance, le marché des changes a été maîtrisé et l'inflation pourra être réduite jusqu'à 7% d'ici la fin de l'année.

Dans le secteur social, l'éducation et la santé ont connu une nette amélioration. Ainsi, depuis 2014 à ce jour, nous avons construit 24 CARMMA (ou Centre pour l'Accélération de la réduction de la Mortalité Maternelle et Infantile), 315 Centre de Santé de Base. Le Centre National de Radiothérapie (BUNKER) va bientôt être achevé pour traiter les cancers. Nous avons aussi mis en place 30 blocs opératoires dans les régions dépourvues.

Au plan de l'éducation, nous avons pu recruter depuis 2015 44.000 nouveaux enseignants, soit une augmentation de 30% de l'effectif total.

Nous avons également à notre actif la construction de 1087 salles de classe, et avons pu donner à manger à plus de 354.106 élèves dans les cantines scolaires.

La même amélioration a été enregistrée dans le secteur du tourisme, et plus particulièrement en matière d'infrastructures aéroportuaires et de bâtiments d'accueil.

Dans le cadre de la bonne gouvernance, nous avons adopté plusieurs lois pour lutter contre la corruption et les trafics illicites de nos ressources. Le programme de réforme structurelle est en bonne marche pour ne citer que la mise en place du pôle anti-corruption.

12

Bref, toutes ces données constituent autant d'indicateurs d'une stabilité et d'une croissance révélatrice qui méritent d'être soutenues et consolidées. Mais malgré tous ces efforts et en dépit des potentialités dont le pays regorge, Madagascar se trouve encore en difficulté. Nous sommes conscients de la nécessité d'une stabilité, gage du développement, le pays ne pouvant plus être l'otage d'une crise politique. Le peuple l'a compris, le pays ayant tant souffert. Il fallait que l'exemple vienne d'en haut. C'est la raison pour laquelle Son Excellence Monsieur Hery RAJAONARIMAMPIANINA, Président de la

République s'est volontier conformé aux dispositions constitutionnelles en déposant sa démission. Madagascar sollicite ainsi de tous ses partenaires de développement un soutien dans le processus électoral actuellement en cours et dont l'issue est source d'espérance pour le peuple malagasy. L'occasion est saisie par ailleurs pour réitérer l'appel lancé à tous afin qu'une synergie soit effective au sein de notre Organisation en vue de promouvoir l'édification d'un avenir meilleur auquel toutes les Nations sont en droit d'espérer.

**Madame La Présidente,**

Avant de terminer, je me joins à mes prédécesseurs pour rendre hommage à un digne fils de notre continent, notre ancien Secrétaire Général Kofi Atta Annan. Fort de ses convictions, ce fervent défenseur du multilatéralisme a œuvré pour repenser et édifier une organisation plus forte et plus à même de soulager les maux d'un grand nombre de populations dans le monde, au nom de l'humanité. Indubitablement, il restera une source d'inspiration pour toute l'humanité.

Je conclus enfin mon intervention en rappelant que cette année marque le soixante-dixième anniversaire de l'adoption de l'Instrument le plus fidèle à l'humanité qu'est la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Que cet Instrument continue de nous inspirer et de nous guider dans les luttes qu'il nous incombe encore de mener pour l'avènement d'un nouvel ordre mondial humain où personne ne sera plus jamais laissé de côté !

Je vous remercie de votre attention.